

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-Le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur 

ARCELORMITTAL WIRE FRANCE

RUE VICTOR BASCH
MARNAVAL
52115 ST DIZIER CEDEX
52100 Saint-Dizier

Références : 95-2026
Code AIOT : 0006200736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement ARCELORMITTAL WIRE FRANCE implanté La Prêle 55170 Ancerville. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL WIRE FRANCE
- La Prêle 55170 Ancerville
- Code AIOT : 0006200736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Arcelormittal est autorisée par arrêté préfectoral modifié N°99-2398 du 04/10/1999 à exploiter une usine de travail et de traitement des métaux sur le territoire de la commune de ANCERVILLE (55170).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|--------------------------|
| 1 | Article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 | AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1er | Levée de mise en demeure |
| 2 | Article 20-III §1 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 | AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1er | Levée de mise en demeure |
| 3 | Article 20-III §2 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019 | AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1er | Levée de mise en demeure |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11-12-2023 sont dorénavant respectés.

Seule l'affichage de la consigne de mise œuvre du dispositif de rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors un accident ou d'un incendie était en défaut le jour de l'inspection. L'exploitant a transmis cette consigne par mail le 19-02-2026 à l'inspection.

L'exploitant s'est engagé à en afficher une copie à l'accueil de l'entreprise dans les plus brefs délais, et a précisé que dans tous les cas, le personnel avait été formé à la manipulation du dispositif et qu'un exercice avait été réalisé en janvier 2026.

A la suite de ces constats, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Meuse de lever la mise en demeure du 11-12-2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Article 17 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1er |
| Thème(s) : Situation administrative, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences. les dates et la nature des contrôles sont consignés dans un registre Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. |

| |
|---|
| Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : L'exploitant a transmis par mail le 19-02-2026 son dernier rapport de contrôle de ses installations électriques : Rapport n° 8539802/10.8.1 rev1.P du 22-08-2025 établis par Bureau Veritas. L'exploitant a également transmis une copie de son registre de consigne des anomalies, conforme aux prescriptions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11-12-2023 (Art 17 de l'arrêté ministériel du 09-04-2019). Les anomalies consignées dans le registre ne sont pas référencées comme pouvant être une source de départ de feu. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 2 : Article 20-III §1 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1er |
| Thème(s) : Situation administrative, Confinement des eaux incendie - dimensionnement |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des eau susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier le dimensionnement dudit bassin. |
| Constats : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un tunnel de confinement. L'exploitant a précisé à l'inspection que ce tunnel peut recueillir environ 600m ³ d'eau, pour un besoin réel estimé à environ 120m ³ . |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 3 : Article 20-III §2 de l'arrêté ministériel du 09/04/2019

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1er |
| Thème(s) : Situation administrative, Confinement des eaux incendie – organes de commande |
| Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. |
| Constats : |

| |
|---|
| <p>L'exploitant précise que les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances et qu'il a défini une consigne qui décrit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. L'exploitant a transmis cette consigne par mail le 19-02-2026 à l'inspection.</p> <p>Cette consigne n'était pas affichée à l'accueil de l'établissement le jour de l'inspection mais l'exploitant s'est engagé à en mettre une copie en place, précisant que le personnel avait été formé à la manipulation et qu'un exercice avait été réalisé en janvier.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra par courriel à l'inspection une photographie démontrant l'affichage de la consigne.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p> |